

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63068

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Andreas von Bernstorff-Wedendorf témoigne d'une nostalgie monarchiste turbulente. D'où, le 30 janvier 1933, ce cri plein d'illusions: »Endlich ist die nationale Front da!« Face au national-socialisme, les autres membres de la famille restent très réservés: le *Reichsnährstand* les accuse »de saboter le plan de quatre ans« et désigne un administrateur, agronome et nazi, pour intensifier la production. Un cousin, Albrecht von Bernstorff-Stintenberg, diplomate aux penchants démocratiques, est arrêté et abattu par les SS. Dans la sphère du privé, la volonté de prolonger la tradition règle la commémoration des ancêtres, la conclusion des mariages, l'éducation des jeunes. Si les fils combattent comme officiers de réserve, il n'y a guère d'officier de carrière, à la différence de la vieille prusse. Dans les épreuves vécues par certains, il se manifeste toujours une forte solidarité. L'auteur conclut donc: sur le plan politique, certes, déclin (*Niedergang*), mais sur le plan social et culturel, par adaptations, maintien en haut (*Obenbleiben*).

Pierre BARRAL, Montpellier

Rüdiger VOM BRUCH (Hg.), *Friedrich Naumann in seiner Zeit*, Berlin (Walter de Gruyter) 2000, VI-375 p.

Né du projet d'une nouvelle édition des œuvres de Friedrich Naumann, conçu par les universités de Berlin (Humboldt), Bochum et Marburg, cet ouvrage réunit les contributions d'un colloque scientifique organisé en 1998 à l'occasion du quarantième anniversaire de la Fondation Naumann. En cinq parties, les dix-sept auteurs développent successivement les débuts de Naumann dans le contexte du protestantisme libéral jusqu'en 1892, son engagement dans le libéralisme politique sous le II^e Reich, le passage du christianisme social au socialisme national visant à une synergie entre monarchie et démocratie, l'évolution de ses conceptions en politique étrangère préconisant une entente franco-allemande et la création de la *Mitteleuropa* à partir de la fusion des empires allemand et austro-hongrois comme base d'un nouvel ordre européen.

Situer l'œuvre de Naumann, selon le titre de l'ouvrage, dans son époque, c'est-à-dire celle de la crise de l'Empire et d'une bourgeoisie libérale fuyant faute de pouvoir politique, dans les rêves de puissance mondiale, n'impliquait pas nécessairement une telle insistance sur le fondement théologique. Insistance dont le théologien Hartmut RUDDIES reconnaît l'aspect provocateur (p. 318). Car le christianisme social de ses débuts et le titre de docteur honoris causa, décerné en 1903 par la faculté de théologie libérale de Heidelberg, en même temps d'ailleurs qu'au pasteur-écrivain Gustav Frenssen, adepte d'un christianisme germanisé, ne devraient pas faire oublier que les deux hommes avaient déjà abandonné leur lien avec l'Église. Déjà amorcée entre 1894 et 1896 par Naumann lorsqu'il substitue au christianisme social le socialisme national, cette rupture est consommée avec la publication des *Lettres sur la religion* (1903) profession de foi de chrétien adepte du darwinisme social et de la flotte allemande pour la conquête des marches mondiales dont il énonce les Dix Commandements.

Sa condamnation d'une Église et d'un christianisme inadaptés aux masses déchristianisées de l'ère industrielle lui vaudra d'autant plus de critiques que la distinction entre morale de conviction et morale de la responsabilité, reprise de son mentor Max Weber, reste trop floue, trop marquée par sa formation piétiste. Ce qui le met en porte à faux aussi bien par rapport au libéralisme politique qui se reconnaît dans l'*Ethique du protestantisme et l'esprit du capitalisme*, que de la théologie libérale dans une société allemande encore régie par un protestantisme d'État qu'illustre notamment Adolf Harnack dont Kurt NOWAK analyse ici les convergences et les divergences avec Naumann. Si l'on peut admettre que Naumann a contribué à la privatisation de la foi déjà inscrite d'ailleurs dans la tradition piétiste, force est de s'interroger avec Norbert FRIEDRICH (Bochum) sur le bien-fondé d'une référence

actuelle à son rôle »d'éducateur du peuple« à la démocratie. Thèse défendue en RFA à la suite de son proche collaborateur et biographe Theodor Heuss, initiateur en 1958 de la Fondation Naumann comme pendant libéral, social et national à la Fondation social-démocrate Friedrich Ebert. S'il est indéniable que Naumann a défendu l'idée d'une culture politique comme fondement d'un »État du peuple (*Volksstaat*) au point de concevoir peu avant sa mort, en août 1919, la fondation d'un Institut libre allemand des sciences politiques, ses fluctuations idéologiques, sa conception élitaire de »la politique comme métier«, également empruntée de manière pragmatique à Weber, révèle, malgré la force de sa personnalité, »la faiblesse d'une éducation politique réellement formatrice de la conscience« (p. 360). Faiblesse que devaient démontrer l'échec et les conséquences tragiques de la première démocratie allemande de Weimar qu'il souhaitait d'ailleurs plébiscitaire.

Rita THALMANN, Paris

Cornelia KOPPETSCH, *Wissenschaft an Hochschulen. Ein deutsch-französischer Vergleich*, Konstanz (UVK) 2000, VIII-251 p.

La science ne connaît pas de frontières et l'idée d'étudier le progrès scientifique dans un contexte national peut surprendre. Néanmoins, une comparaison entre les deux grandes nations qui ont sans doute le plus contribué au progrès des sciences fondamentales aux XIX^e et XX^e siècles, l'Allemagne et la France, révèle de profondes différences entre leurs organisations de recherche et leurs systèmes d'enseignement. En passant en revue tous les travaux portant sur ce sujet, notamment ceux de R. Stichweh et P. Lundgreen, Cornelia Koppetsch montre que la science a une dimension institutionnelle et subit des influences provenant du cadre étatique, religieux ou social.

En France, la Révolution a durablement marqué de son empreinte tout le système de recherche et d'enseignement supérieur. Elle a renforcé la centralisation étatique aux dépens des corps intermédiaires, parmi lesquels les universités: celles-ci perdirent leur autonomie financière et les facultés qui les composaient furent soumises à des recteurs nommés par l'État. Les programmes, fixés dans le cadre ministériel, freinèrent l'intégration par les enseignants des innovations en matière de recherche et l'enseignement des universités françaises garda une tendance généraliste. Les universités furent dépossédées de la fonction de sélectionner et former les élites de la haute administration au profit des grandes écoles: Polytechnique et les écoles d'application monopolisèrent l'accès aux grands corps de l'État tandis que l'École Normale Supérieure devenait le passage obligé pour les postes les plus prestigieux dans les universités. Ces dernières se cantonnèrent dans la formation des professions libérales et des enseignants des lycées. La recherche scientifique s'effectua largement en dehors d'elles, dans une pluralité d'institutions spécialisées, comme le Collège de France ou le Museum d'Histoire Naturelle, qui ne conféraient pas de grades universitaires. En France, la réalisation de la recherche dans des établissements spécialisés permit une grande vitalité de la science française au début du XIX^e siècle. Mais ce fut aux dépens de la continuité du développement scientifique: l'isolement de l'élite scientifique par rapport au système d'enseignement priva la recherche d'un recrutement régulier et freina le renouvellement du vivier des chercheurs. Ce fait ne fut pas perçu tout de suite. Le rayonnement international de la science française en chimie, physique, mathématique et biologie fit que l'on n'éprouva pas le besoin de réformer son organisation. Le système académique français maintint ainsi une forte différenciation entre la recherche scientifique, l'enseignement supérieur et la formation des élites administratives.

Au contraire, les Universités allemandes intégrèrent toutes ces fonctions à la fois. Des universités comme Halle ou Göttingen avaient montré dès le XVIII^e siècle une capacité d'innovation scientifique plus grande que l'Académie de Prusse. La réforme de Humboldt,